



Assemblée générale

Soixante-troisième session

3^e séance plénière

Lundi le 22 septembre 2008, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. d'Escoto Brockmann (Nicaragua)

La séance est ouverte à 9 h 10.

**Séance plénière de haut niveau sur le thème
« Les besoins de développement de l'Afrique :
état de la mise en œuvre des différents engagements,
défis et perspectives »**

Point 57 de l'ordre du jour

**Nouveau Partenariat pour le développement
de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise
en œuvre et appui international**

**a) Nouveau Partenariat pour le développement
de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise
en œuvre et appui international**

Rapport du Secrétaire général (A/63/130)

Projet de résolution (A/63/L.1)

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale, conformément aux résolutions 61/229 du 22 décembre 2006 et 62/242 du 4 mars 2008, tiendra, au titre de l'alinéa a) du point 57 de l'ordre du jour, une séance de haut niveau sur le thème « Les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise en œuvre des différents engagements, défis et perspectives ».

Déclaration du Président

Le Président (*parle en espagnol*) : C'est un privilège pour moi de souhaiter la bienvenue aux

participants à cette première séance de fond de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. Je me félicite en particulier que nous commençons notre travail collectif par une question aussi urgente que les besoins de développement de l'Afrique et l'état de la mise en œuvre des différents engagements, défis et perspectives.

Durant le Sommet du Millénaire, nous avons décidé d'accorder une attention spéciale aux besoins de développement de l'Afrique car, dans une large mesure, le continent africain a souffert tout au long de l'histoire de sacrifices, de pillages, de massacres et, finalement, d'oubli. Compte tenu des injustices irréparables de l'histoire et des ravages inhérents à la colonisation, nous avons pris, en septembre 2000, un engagement collectif à l'endroit de nos sœurs et frères africains.

Presque une décennie après, il est temps d'évaluer les progrès accomplis vers les objectifs que nous nous sommes fixés dans la Déclaration du Millénaire. À cet égard, l'Afrique a indéniablement enregistré des avancées démocratiques considérables, avec la tenue d'élections et l'installation de gouvernements élus sur l'ensemble du continent.

Je voudrais aussi saluer tout particulièrement la création de l'Union africaine en 2000 et le lancement du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, qui ont clairement constitué des jalons dans l'histoire de l'Afrique et dans la prise en main de son

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



processus de développement politique, économique et social.

Sans dresser la liste des nombreux succès de l'Afrique dans le domaine de la bonne gouvernance, qui sont décrits en détail dans le rapport du Secrétaire général (A/63/130), il me paraît important de mettre l'accent sur le Mécanisme d'évaluation intra-africaine, instrument d'auto-surveillance dans le cadre duquel les dirigeants africains font l'objet d'une évaluation par leurs pairs sur tous les aspects de la bonne gouvernance, des droits de l'homme, des politiques macroéconomiques, etc.

De même, je tiens à souligner que l'Afrique, en plus de ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption, a adopté la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, qui a maintenant été ratifiée par tous les membres de l'Union africaine.

L'Afrique a amplement honoré ses propres engagements politiques, économiques et sociaux. Cependant, pour qu'elle consolide les progrès enregistrés et que nous atteignons l'objectif de lui donner les moyens de relever les défis de développement qui lui sont lancés, la communauté internationale, en particulier les pays donateurs et les institutions de Bretton Woods, doit remplir complètement ses engagements et appuyer sensiblement les efforts des nations africaines.

En effet, les difficultés de l'Afrique restent gigantesques et, si courageuses que soient ses nations – et nous savons qu'elles le sont –, l'Afrique ne réussira pas seule à aller de l'avant. Les acquis des pays africains en matière de croissance économique sont réels, mais ils doivent être renforcés de manière décisive à la faveur d'actions concrètes, telles qu'un allègement plus marqué de la dette extérieure. Les progrès relatifs accomplis dans ce domaine ne sauraient faire oublier les conditions injustes que les institutions de Bretton Woods et les pays créanciers continuent d'imposer. Ces conditions ont l'effet pervers non seulement d'empêcher la mise en œuvre effective de programmes de réduction de la pauvreté, mais aussi d'éroder les conditions de vie de dizaines de millions de personnes, les plongeant plus avant dans la pauvreté dont ces institutions étaient précisément censées les sauver.

L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale suppose aussi qu'elle se voie garantir l'accès au marché international. Au-delà des modestes efforts

d'aide au commerce, la clef d'un plein accès au commerce réside dans l'élimination de la pratique des pays développés qui consiste à subventionner leurs industries, et en particulier leurs agriculteurs.

L'échec des négociations commerciales de Doha illustre clairement les limites de cet éloge de la liberté des échanges à laquelle quelques acteurs soumettent le reste du monde. Ces mêmes tenants du libéralisme à outrance changent de refrain au premier signe indiquant que leur puissance économique pourrait être menacée et que leurs citoyens pourraient subir les mêmes épreuves qu'ils infligent aux autres.

Je renouvelle donc mon appel pour que nous travaillions ensemble, de manière solidaire et fraternelle, à éliminer les distorsions du marché découlant des subventions des pays développés, puisqu'elles ont largement contribué à aggraver la crise alimentaire mondiale que nous traversons aujourd'hui. Nous devons unir nos forces pour éliminer ces distorsions ainsi que les autres facteurs structurels qui mettent en péril la vie de millions de personnes.

À l'évidence, cette crise a eu un impact terrible sur les populations africaines et elle a anéanti le peu d'espoir qui subsistait de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre des personnes victimes de la faim sur le continent africain. Dans ce contexte, il est impératif de transférer la technologie nécessaire pour doter les pays africains des nouveaux outils leur permettant de garantir la disponibilité des aliments indispensables à la vie, ainsi que la sécurité et la souveraineté alimentaires. Ces transferts sont également urgents pour faire en sorte que la capacité des pays africains à s'adapter aux conséquences dévastatrices des changements climatiques ne soit pas seulement un espoir, mais bien une réalité.

Je voudrais aussi rappeler que le principe de la responsabilité commune mais différenciée est un pilier des engagements internationaux relatifs au développement durable. Ce principe confère aux pays développés une obligation morale et juridique d'honorer leurs multiples engagements en matière de développement durable, notamment ceux liés au transfert de technologie. D'un point de vue éthique, ce transfert est d'autant plus indispensable qu'il est parfaitement incongru que les industries extractives multinationales tirent, elles, des profits aussi massifs qu'impressionnants des terres, de la chair et du sang africains, sans qu'en retour cette production de richesse, voire parfois l'exploitation de cette richesse,

donne lieu à un investissement direct étranger diversifié.

Aider l'Afrique à renforcer ses capacités pour combattre les maladies infectieuses doit, j'en suis convaincu, commencer par des mesures visant à donner accès à l'eau potable à l'ensemble de la population. L'assainissement de l'eau et l'accès universel à l'eau permettraient de freiner la progression de nombreuses maladies et de réduire le nombre d'enfants et de femmes qui meurent chaque jour en raison du manque d'eau potable.

Dans la mesure où l'on compte près de 25 millions de personnes vivant avec le sida en Afrique, dire que l'Afrique a accompli des progrès en matière de lutte contre le VIH/sida est une bien relative consolation. Cela doit toutefois nous encourager à continuer de mobiliser les efforts internationaux pour intensifier les initiatives de prévention et pour étendre à toute l'Afrique l'accès universel au traitement antirétroviral. Empêcher que l'Afrique ne soit décimée par la pandémie du sida n'est pas seulement une condition *sine qua non* de son développement futur, mais également une obligation morale de l'humanité tout entière envers l'Afrique.

Compte tenu des observations que je viens de faire, je voudrais rappeler que les engagements pris en matière de financement du développement dans la ville sœur de Monterrey, et en particulier ceux relatifs à l'aide publique au développement, sont toujours valables et qu'il est incontestablement urgent de les honorer. Je demande donc aux pays riches de ce monde de redoubler d'efforts pour que le niveau de l'aide publique au développement, qui est tombé de 0,33 % à 0,28 % du produit intérieur brut entre 2005 et 2007, se rapproche le plus possible des 0,7 % promis à Monterrey. Je leur rappelle d'ailleurs que cet objectif a été proposé pour la première fois par l'Assemblée générale, elle-même, dès 1970. Dans le même esprit, et compte tenu des niveaux de décaissement actuels, je demande aux membres du Groupe des Huit, avec toute l'autorité que confère ma fonction de Président de l'Assemblée générale, d'honorer la promesse faite à Gleneagles en 2005 de doubler l'aide publique au développement en faveur de l'Afrique d'ici à 2010.

L'appel à l'aide des peuples africains, qui aspirent non seulement à survivre, mais aussi à mener une vie digne dans des conditions décentes, n'exige pas que nous prenions de nouveaux engagements, mais simplement que nous ayons le courage de respecter la

parole maintes fois donnée, lors des sommets de Rio, de Copenhague, de Beijing, du Caire, de New York et de Monterrey. Il y a urgence. Relevons ce défi avec la ténacité et le courage que les peuples africains attendent de nous.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Ban Ki-moon.

Le Secrétaire général (parle en anglais) : Je suis reconnaissant aux nombreux chefs d'État et de Gouvernement et aux autres représentants de haut niveau de leur présence à cette séance vraiment historique. L'événement est important en soi, mais il est aussi déterminant pour nos préparatifs de la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui se tiendra jeudi, et de la Conférence d'examen de Doha sur le financement du développement, qui débutera fin novembre au Qatar.

Nul n'est plus alarmé que les membres de l'Assemblée générale par les tendances actuelles, qui montrent qu'aucun pays d'Afrique n'atteindra l'ensemble des objectifs d'ici à 2015. Mais je suis convaincu que, grâce à une action concertée des Gouvernements africains et de leurs partenaires de développement, les OMD peuvent encore être atteints en Afrique. C'est là une des plus hautes priorités que je me suis fixées en tant que Secrétaire général. J'ai convoqué le Groupe de pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique en 2007, afin de galvaniser l'appui international en réunissant huit grandes institutions multilatérales œuvrant au développement avec l'Afrique.

Grâce au travail du Groupe de pilotage et à d'autres efforts, nous avons désormais une bonne idée de ce qui est nécessaire. Il faudra environ 72 milliards de dollars par an de financement extérieur pour réaliser les OMD d'ici à 2015. Cette somme peut paraître gigantesque, mais elle n'est pas hors de portée et correspond aux engagements pris en matière d'aide. Considérez le fait, par exemple, que l'an dernier, les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont dépensé environ 267 milliards de dollars en subventions agricoles seulement.

Dans ce contexte, le coût du règlement de la crise alimentaire, de la recherche de solutions au réchauffement de la planète et de l'aide accordée à des millions d'Africains pour les arracher à l'extrême pauvreté semble constituer une bonne affaire. J'appelle

tous les donateurs à honorer l'engagement pris au sommet de Gleneagles en 2005 de faire plus que doubler l'aide à l'Afrique.

Nous devons fournir des moustiquaires imprégnées d'insecticide. Nous devons améliorer la santé maternelle, celui des OMD qui progresse le plus lentement. Nous devons veiller à ce que chaque enfant ait accès à un enseignement primaire gratuit.

J'exhorte également tous les États Membres à convenir de mesures clairement définies en vue d'assurer le suivi de cette réunion de haut niveau.

(l'orateur poursuit en français)

L'agriculture africaine est victime de conditions climatiques de plus en plus instables. L'Éthiopie en est un exemple frappant. Dans le sud-est, le pays est confronté à une grave sécheresse, alors que dans le sud-ouest, il est victime de fortes inondations. Voilà qui montre bien que nous subissons déjà les effets des changements climatiques. Quelle triste ironie de constater que les pauvres, qui y contribuent le moins, sont ceux qui en souffrent le plus. Les changements climatiques entraînent aussi des rivalités et des conflits autour des ressources naturelles. Ces conflits sont, pour l'heure, souvent localisés, mais si nous laissons faire, ils pourraient un jour échapper à tout contrôle.

S'attaquer à ces problèmes n'est pas qu'une simple obligation morale. Récemment, les émeutes de la faim et les conflits relatifs aux ressources naturelles ont montré que notre sécurité dépend de la prospérité du monde en développement. La paix, le développement et le respect des droits de l'homme les plus élémentaires vont de pair. En construisant des routes et des ponts et en bâtissant des écoles, nous contribuons aussi à empêcher la guerre et à consolider la paix.

Au Burundi, en République démocratique du Congo et au Soudan, nous cherchons de nouveaux moyens de stabiliser des processus de paix fragiles. La Sierra Leone, le Burundi et le Libéria ont bénéficié de l'aide de la Commission de consolidation de la paix. Le développement peut désormais se mettre en marche dans ces pays où, tout récemment encore, les perspectives étaient bien sombres.

(l'orateur reprend en anglais)

Il faut de la patience et de la persévérance pour instaurer la paix et établir la confiance. Je tiens à rendre hommage au peuple du Zimbabwe pour avoir

réussi à mettre en place, par la voie de la négociation, un Gouvernement d'unité nationale. Il faut faire preuve de la même persévérance pour résoudre d'autres crises, comme celles qui sévissent dans l'est de la République démocratique du Congo et en Somalie.

Fait très important, l'ONU renforce et intensifie sa coopération avec l'Union africaine dans les domaines de la paix et de la sécurité, de la médiation et de la prévention des conflits. Le Groupe mixte de l'Union africaine et de l'ONU sur le maintien de la paix a commencé à examiner la façon dont la communauté internationale peut appuyer des opérations de paix en Afrique. Nous nous félicitons des efforts déployés actuellement en vue d'établir une force africaine d'intervention.

Mais en même temps, de nombreux problèmes continuent de prélever un effrayant tribut : l'impact du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose; les millions d'enfants d'âge scolaire privés d'un enseignement de base; la violence généralisée contre les femmes; et les souffrances d'innocents au Darfour et en Somalie. L'extrême pauvreté continue de faire des morts inutiles et d'empêcher des millions de jeunes Africains pleins de promesses de réaliser leur potentiel.

Nous sommes saisis de plusieurs rapports indiquant que la progression de l'Afrique n'est pas sur la bonne voie. Nous avons également plusieurs rapports qui nous disent ce qu'il faut faire pour que l'Afrique se remette sur le bon chemin. Commençons dès aujourd'hui à mettre sérieusement en œuvre ces recommandations. Quittons cette salle en nous engageant plus encore à changer le cours de l'histoire et à apporter l'espoir et le développement en Afrique et dans le reste du monde.

Le Président *(parle en espagnol)* : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Les Membres se souviendront qu'au paragraphe 4 de la résolution 62/242 en date du 4 mars 2008, l'Assemblée priait le Président de l'Assemblée générale d'arrêter définitivement les dispositions concernant l'organisation de la réunion.

Allocution de M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie et Président en exercice de l'Union africaine

Le Président *(parle en espagnol)* : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de

la République-Unie de Tanzanie et Président en exercice de l'Union africaine.

Le Président Kikwete (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, d'avoir conçu l'idée de tenir une réunion de haut niveau consacrée à l'examen des besoins de développement de l'Afrique. Je félicite également le Secrétaire général pour son rapport intitulé « Les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise en œuvre des divers engagements, défis et perspectives » (A/63/130).

L'Afrique mérite toute cette attention, car c'est le plus pauvre des cinq continents. Les résultats de l'Afrique pour ce qui est de indicateurs du développement humain sont les plus bas dans presque tous les domaines. Le rapport du Secrétaire général examine de manière très approfondie et compétente les besoins et les problèmes de l'Afrique en matière de développement. Sans nul doute, un grand nombre d'études, de publications et de conférences multilatérales ont élucidé la question et sont parvenues à un consensus concernant ce qui constitue le développement de l'Afrique, ce qui l'entrave et ce qu'il faut faire. La liste des besoins de développement de l'Afrique est longue, de la prestation de services sociaux et économiques de base à la sécurité alimentaire et à l'augmentation des revenus de la population par une transformation des secteurs de production.

Le Secrétaire général nous a effectivement rappelé dans son rapport que l'une des raisons pour lesquelles les besoins de développement de l'Afrique n'étaient pas couverts est le manque des ressources nécessaires. Le développement requiert des ressources considérables. Malheureusement, à cause de son faible niveau de développement, l'Afrique ne dispose pas des ressources nécessaires pour s'arracher au piège de la pauvreté. Le Groupe de pilotage pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique du Secrétaire général a, entre autres, quantifié les besoins d'aide au développement en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, ce qui constitue le joint fondamental des problèmes de développement en Afrique.

Un aspect positif de ces faits est que chacun d'entre nous, dans la communauté internationale et sur le continent, est conscient de la limitation aiguë des ressources de l'Afrique. Nous savons également que les gouvernements africains ont pris des mesures pour

faire face aux problèmes de développement en utilisant le peu de ressources qu'ils ont à leur disposition. Un autre aspect positif est le fait que la communauté internationale a été suffisamment généreuse pour aider les nations africaines dans leurs efforts en leur fournissant des ressources. Malheureusement, les ressources qui ont été engagées et décaissées ne sont pas suffisantes pour libérer l'Afrique du piège de la pauvreté. Malheureusement, beaucoup des ressources promises par les pays développés n'ont pas été fournies.

Je voudrais saisir cette occasion pour déplorer, au nom de l'Afrique, le fait que les pays industrialisés ne respectent pas leurs engagements de fournir des ressources pour faire face aux défis du développement de l'Afrique. Permettez-moi d'user de cette tribune aujourd'hui pour demander que ces engagements soient relancés. C'est le devoir historique et l'obligation morale des pays développés de venir en aide aux pauvres en Afrique; il ne s'agit pas de charité.

Lors de notre rencontre d'aujourd'hui, nous devons nous remémorer le Consensus de Monterrey, adopté par les chefs d'état et de gouvernement en mars 2002. Le Consensus a fourni un cadre clé pour le financement du développement. Pour nous Africains, l'adoption du Consensus représente une étape importante dans l'intensification des efforts en vue de mobiliser des ressources nationales et internationales pour notre développement et celui des autres pays en développement dans le besoin.

Alors que nous portons le programme africain de développement sur la scène internationale, ce n'est que prudence de dresser le bilan de ce qui a été fait pour donner suite au Consensus de Monterrey et à d'autres décisions et engagements pris lors de forums divers. Je suis ravi de noter les efforts du Secrétariat et de l'Assemblée générale à cet égard, notamment dans le cadre du Dialogue de haut niveau sur le financement du développement qui s'est tenu ici à New York en octobre 2007, et de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui se tiendra à Doha d'ici à la fin de l'année.

Nous, en Afrique, apprécions les divers efforts déployés au cours de ces dernières années pour faire face aux défis du financement des besoins de développement de l'Afrique. Ces efforts se reflètent dans le Document final du Sommet mondial de 2005,

la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Communiqué adopté au Sommet du Groupe des Huit de Gleneagles. Nous sommes également reconnaissants aux pays du G-8 pour avoir accordé davantage d'attention aux questions de développement qui touchent l'Afrique.

Cependant, si tous ces efforts ont donné un nouvel élan à la mise en œuvre des engagements pris par les chefs d'État dans le Consensus de Monterrey, nous, en Afrique, sommes de plus en plus préoccupés par le fossé qui subsiste entre ce qui a été promis et ce qui a été fourni. Dans leur ensemble, les pays du G-8 sont sérieusement en retard sur leurs promesses d'aide au développement à l'Afrique. On m'a dit qu'au total, l'aide fournie à l'Afrique subsaharienne par le G-8 avait augmenté de seulement 2,3 milliards de dollars depuis 2004, alors qu'elle aurait dû augmenter de 5,4 milliards de dollars pendant cette période. Si les tendances actuelles se maintiennent, les pays d'Afrique ne seront pas en mesure de mobiliser les ressources nécessaires pour financer les investissements publics indispensables à la réalisation des OMD. L'heure est venue d'agir pour les amis de l'Afrique dans le monde industrialisé. S'ils ne le font pas maintenant, ce sera peut-être trop tard s'agissant de réaliser les objectifs de 2015.

Le montant de l'aide fournie est aussi important que la qualité de l'aide. Si nous reconnaissons le fait que certains pays industrialisés ont redoublé d'efforts pour respecter leurs engagements, un de nos soucis en Afrique est que la baisse récente de l'aide est due à l'allègement de la dette et à l'assistance humanitaire, et donc ne reflète pas les ressources supplémentaires disponibles pour financer des programmes de développement. En effet, si l'on enlève ces deux composantes de l'aide, il devient clair qu'il n'y a pas eu de réel changement dans les flux d'aide depuis 2004. Par conséquent, si les donateurs entendent réellement respecter leurs engagements de multiplier par deux les flux d'aide vers l'Afrique avant 2010, il devrait y avoir une augmentation considérable de l'aide cette année, l'année prochaine et celle d'après.

Avant de terminer, je voudrais souligner le fait que l'Afrique n'est pas un cas désespéré. Nous ne sommes pas désespérés, ni ne sommes-nous résignés à un état d'impuissance. Nous sommes résolus à nous arracher à notre situation à la force du poignet. Tout ce que nous disons c'est que nous avons besoin de l'appui des membres développés de la communauté internationale pour compléter nos efforts. Nous

remercions nos partenaires de développement pour l'appui inestimable qu'ils nous fournissent depuis de nombreuses années, mais il reste encore beaucoup à faire. C'est tout ce que nous demandons. C'est possible, laissez-nous jouer le rôle qui nous revient.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Président de la République-Unie de Tanzanie et Président en exercice de l'Union africaine pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

Allocution de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française et Président du Conseil de l'Union européenne

Le Président (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française et Président du Conseil de l'Union européenne.

Le Président Sarkozy : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général pour le rapport très complet qu'il a préparé sur les besoins de développement de l'Afrique (A/63/130).

L'Afrique s'est remise en marche. Le continent a retrouvé le chemin de la croissance. Depuis 1994, son taux de croissance annuel moyen est proche de 5 %. Aujourd'hui il s'accélère encore et devrait être supérieur à 6 % en 2008. Le volume des investissements extérieurs vient de dépasser, ce qui est une bonne chose, celui de l'aide publique au développement. La perception de l'Afrique change.

Toutefois, la croissance économique reste très théorique pour une majorité d'Africains. Réalité statistique, elle n'est pas encore une réalité du quotidien des populations d'Afrique. Le continent est en effet confronté à de nombreux défis, qu'il s'agisse de la crise alimentaire ou des effets du réchauffement climatique. Et puis il y a surtout le constat dressé par le rapport du Secrétaire général – constat qui doit tous nous interpeller : aucun pays africain – aucun – n'est dans les temps pour atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'Europe veut s'engager aux côtés de l'Afrique. Les 27 États membres de l'Union européenne viennent de renouveler, collectivement, des engagements très clairs en matière d'aide. Nous avons confirmé l'objectif de l'Union de consacrer 0,7 % de notre richesse à l'aide publique en 2015. C'est un véritable agenda pour l'action, qui a été établi et que nous débattons le 25 septembre au cours de la réunion

spéciale de haut niveau sur les objectifs du Millénaire voulue par le Secrétaire général des Nations Unies. Et nous voulons aller plus loin s'agissant du partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation.

Mais que les choses soient claires : l'aide qu'a décidée l'Europe pour l'Afrique, ce n'est pas simplement l'aide du cœur, c'est d'abord l'aide motivée par la raison, car nous savons, nous les Européens, qu'aider au développement de l'Afrique, c'est d'abord un investissement dans notre avenir commun. Le monde globalisé a besoin d'une Afrique développée. L'Union européenne, voisine directe du continent africain, a besoin du développement de l'Afrique.

À quoi servirait-il de travailler à la sécurité et à la stabilité de l'Europe si on ne cherchait pas à combler l'actuel écart de développement entre l'Europe et l'Afrique? Et quelle illusion d'envisager la prospérité de l'Europe sans travailler à l'émergence d'un partenaire économique majeur, qui se situe à 14 kilomètres des côtes européennes un partenaire, l'Afrique, dont la population sera, en 2030, supérieure à celle de l'Inde ou de la Chine! Quelle illusion de prétendre à la sécurité alimentaire mondiale sans valoriser les ressources agricoles africaines : pour se nourrir elle-même d'abord, mais également pour contribuer à nourrir le monde!

Voilà pourquoi nous allons continuer à travailler à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il reste 70 millions d'enfants africains à scolariser; 900 millions de personnes sont victimes de sous-nutrition ou de malnutrition, elles vivent en Afrique; 23 millions de personnes en Afrique vivent avec le VIH/sida; et toutes les cinq minutes, 10 enfants africains meurent du paludisme. Voilà pourquoi l'éducation et la santé resteront au cœur de nos stratégies d'aide à l'Afrique.

Mais que les choses soient claires là aussi. La réalisation des objectifs du Millénaire est nécessaire, mais la réalisation des objectifs du Millénaire n'est pas suffisante pour réduire durablement la pauvreté, assurer la croissance de l'Afrique et créer des emplois. Il nous faut aider l'Afrique à transformer son agriculture, et notamment son agriculture familiale. L'Afrique a besoin d'une double révolution verte, celle des rendements et celle de la préservation de son environnement.

Il faut libérer l'initiative privée africaine. Les entreprises, et notamment les petites et moyennes

entreprises africaines, ont la plus grande capacité à créer des emplois. Or l'Afrique n'a pas assez d'entreprises. La Présidente du Libéria, M^{me} Johnson-Sirleaf, a récemment proposé de remettre le secteur privé au cœur du développement et de compléter les objectifs du Millénaire par des objectifs de compétitivité pour le développement. Je ne peux qu'adhérer à cette proposition bienvenue.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, décidé par l'Afrique, a le premier affirmé le lien étroit entre gouvernance, croissance et lutte contre la pauvreté. La bonne gestion des affaires publiques est indispensable pour permettre la renaissance africaine.

Le développement suppose des préalables politiques essentiels. Il n'y aura pas de développement sans la paix; il n'y aura pas de développement sans la sécurité, et même, il n'y aura pas de développement sans la responsabilité des gouvernants devant leurs citoyens. Je voudrais dénoncer toute tentation de présenter la transparence et le respect de l'état de droit comme des conditionnalités extérieures et inutiles qu'imposeraient les bailleurs de fonds. Démocratie et respect des droits de l'homme sont des aspirations profondes des peuples africains eux-mêmes. Ne furent-ils pas d'ailleurs au cœur des guerres d'indépendance et de lutte contre l'apartheid menées par les Africains eux-mêmes?

Je voudrais lancer un appel, un appel qui vaut pour nous tous : ensemble, évitons la répétition des erreurs du passé. Je pense en premier lieu à la dette. Nos efforts collectifs depuis la fin des années 90 ont permis de diviser par quatre la dette extérieure de l'Afrique. Et parce que la dette de l'Afrique a été divisée par quatre, l'Afrique a retrouvé des marges de manœuvre pour les investissements publics et pour les secteurs sociaux. Prenons garde à un ré-endettement public trop rapide et trop coûteux. Ne préparons pas une nouvelle crise de la dette africaine pour 2030.

Je pense également à la valorisation et à la gestion durable des ressources naturelles de l'Afrique. Ce n'est pas parce que les termes de l'échange se sont améliorés qu'il faut enfermer l'Afrique dans la seule exportation des matières premières.

Enfin, bailleurs et bénéficiaires de l'aide doivent renforcer leurs efforts de coordination et d'harmonisation. Au moment où le Secrétaire général nous recommande d'accélérer le recours à l'aide budgétaire, je pose la question : pourquoi voit-on de

nouveaux bailleurs de l'Afrique – qui sont par ailleurs les bienvenus – multiplier l'aide sous forme de projets? Européens et Africains se sont entendus sur le déliement de l'aide. Pourquoi revenir sur ce principe avec des bailleurs d'autres continents? Les mêmes causes produiront les mêmes effets. Ne recommençons pas les erreurs du passé.

Nous percevons tous que l'Afrique est aujourd'hui à un tournant. L'Afrique doit profiter des opportunités nouvelles qui s'offrent à elle. Il est de notre intérêt commun qu'elle y parvienne. Soyez assurés que toute l'Europe sera aux côtés de l'Afrique pour favoriser le développement de l'Afrique dont le monde a besoin pour connaître la paix, la prospérité et la stabilité.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Président de la République française et Président du Conseil de l'Union européenne.

Je donne maintenant la parole à S. E. M^{me} Heidemarie Wieczorek-Zeul, Ministre fédéral de la coopération et du développement économiques de la République fédérale d'Allemagne et Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey.

M^{me} Heidemarie Wieczorek-Zeul (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion d'intervenir devant l'Assemblée en ma qualité d'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui se tiendra à la fin de novembre à Doha, au Qatar.

Je suis très émue de pouvoir intervenir devant l'Assemblée, car j'ai moi-même participé à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, qui s'est tenue en 2000, consacrée aux objectifs du Millénaire du développement, ainsi qu'à la Conférence de Monterrey, où nous avons décidé des objectifs du Millénaire pour le développement et du financement du développement.

Nous avons appris ce matin que le monde doit faire face à de nouvelles situations et à des événements qui représentent une menace pour les vies humaines et les acquis obtenus en matière de développement. On compte trois crises majeures – alimentaire, pétrolière et

financière –, sans parler des changements climatiques, qui ont un impact sur les trois.

Nous notons également que les résultats sont mitigés à mi-parcours des OMD, en particulier en Afrique. Lumière et ombre alternent, de même que succès et déceptions. Dans une certaine mesure, la lumière correspond au succès de la lutte contre le paludisme grâce à une action concertée dans certains pays africains, ce qui montre qu'il est possible de réaliser des progrès, si nous unissons nos efforts.

Mais je voudrais dire que pour moi, et je pense pour chacun dans cette salle et au-delà, il est absolument inacceptable qu'en Afrique, une femme court un risque 300 fois plus grand de mourir pendant une grossesse ou un accouchement que dans les pays industrialisés. Pour moi, cela signifie que nous devons activement assurer l'accès aux services médicaux et de santé et aux possibilités de planification familiale, afin de sauver la vie des femmes et des enfants.

Nous ne pourrons atteindre les OMD qu'au prix d'un effort supplémentaire : un effort de tous les pays donateurs, de tous les partenaires de développement et des pays africains eux-mêmes. La réalisation des OMD et le règlement des problèmes mondiaux ne seront possibles que s'il existe un partenariat mondial effectif au sein duquel l'Afrique soit un acteur important : nous avons entendu sa voix ce matin.

Mais cette réunion de haut niveau n'est qu'une étape, et la prochaine réunion de haut niveau sur les OMD en est une autre. L'étape suivante sera la conférence de Doha, au Qatar, à la fin du mois de novembre, sur le financement du développement. Nous devons renforcer la confiance dans le partenariat que nous avons lancé à Monterrey. Pour réussir dans cette voie, l'Afrique a besoin de véritables partenaires, d'investissements considérables et d'un financement prévisible. Il est essentiel que le Groupe des Huit remplisse les promesses faites à Gleneagles, à savoir doubler l'aide pour l'Afrique d'ici à 2010, la portant ainsi à 50 milliards de dollars. Je puis dire que l'Allemagne remplira sa promesse.

Les nouveaux défis exigent de nouvelles idées, de nouvelles sources de financement, de nouvelles formes de coopération et de nouvelles règles, en particulier pour les marchés financiers. Nous avons besoin d'instruments de financement novateurs, comme nous l'avons dit à Monterrey. Une approche particulièrement prometteuse, pour laquelle l'Allemagne est à l'avant-garde, consiste à utiliser les ressources provenant de la

vente aux enchères des crédits d'émission de carbone pour le développement et les processus d'adaptation.

Je citerai quelques chiffres qui me préoccupent, comme ils préoccupent d'autres. En 2008, les pays les moins avancés auront dépensé à eux seuls 50 milliards de dollars supplémentaires en pétrole; c'est davantage que ce qu'ils reçoivent au titre de l'aide publique au développement. Étant donné que de nombreux pays souffrent du prix élevé des denrées alimentaires et de l'énergie, je défends l'idée que les pays et les entreprises qui font des bénéfices en investissent une certaine partie dans le développement. La communauté internationale doit créer un mécanisme agricole à cet effet, afin d'aider les pays qui sont le plus durement touchés par la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires.

La crise actuelle du système bancaire est liée au manque de transparence des marchés financiers. Nous devons éviter que nos activités de développement ne soient balayées par la marée des marchés financiers. Nous avons besoin d'un cadre régulateur fiable pour les marchés financiers mondiaux, avec des règles contraignantes en matière de transparence.

Il est également urgent de prendre des mesures au niveau international en matière de fiscalité. L'évasion fiscale et la fuite des capitaux représentent pour les pays en développement une perte de revenu évaluée à 500 milliards de dollars chaque année, soit cinq fois l'aide publique mondiale au développement. Les pays industrialisés perdent aussi 500 milliards de dollars. C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour mettre en place des systèmes fiscaux efficaces et équitables à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés, et nous avons besoin d'un pacte international pour lutter contre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux.

Je suis convaincue que, si nous prenons des mesures audacieuses pour remédier à ces problèmes de financement, nous pourrions atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement, y compris en Afrique. La Conférence de Doha, en novembre, doit être un succès. En tant qu'Envoyée spéciale, je ferai personnellement tout ce qui est en mon pouvoir pour y parvenir. Je demande aux membres de bien vouloir participer autant que possible et de veiller à ce que la société civile participe également. Ce sera une occasion exceptionnelle, dans cette situation spécifique, d'aider à sauver le monde de la faim et de la pauvreté. Je pense que nous devons conjuguer toutes

nos possibilités et toutes nos forces pour nous engager dans cette lutte, la seule qui compte. Nous pouvons la gagner.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie de sa déclaration la Ministre fédérale de la coopération économique et du développement de la République fédérale d'Allemagne.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Yoshiro Mori, Envoyé spécial du Gouvernement japonais.

M. Mori (Japon) (*parle en japonais; interprétation fournie par la délégation*) : Ces dernières années, le continent africain a été revigoré, alors qu'il connaissait une croissance économique sans précédent et une stabilité politique croissante. En conséquence, nous avons maintenant une possibilité d'atteindre une croissance économique réelle et durable et d'éliminer la pauvreté, pour tourner la page et faire du XXI^e siècle le siècle de la croissance africaine.

En même temps, l'Afrique est confrontée à des problèmes majeurs et à de nouvelles difficultés : pauvreté, chômage, montée en flèche des prix des denrées alimentaires, accès insuffisant à l'énergie, changements climatiques, reprise de conflits et résurgence de la violence, VIH/sida. Le rapport de 2008 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, publié en août, prévoit qu'il sera difficile d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Afrique dans les délais que nous nous sommes fixés nous-mêmes.

Face à ces difficultés, je pense qu'il est temps pour la communauté internationale de se réunir et d'accroître son appui aux efforts de l'Afrique pour parvenir à la croissance et à la stabilité, pour assurer la sécurité humaine, concept que j'ai abordé au Sommet du Millénaire en 2000 (voir A/55/PV.6), et pour tirer parti au maximum de l'occasion que l'Afrique a aujourd'hui de devenir un continent de pays vraiment dynamiques.

Comme les membres le savent, le Japon a accueilli la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA IV) en mai dernier et le sommet de Hokkaido Toyako du Groupe des Huit en juillet. Les représentants de 51 pays africains, de 34 pays donateurs et asiatiques et de 77 organisations internationales ont participé à CITDA IV. J'ai coprésidé la Conférence avec le Premier Ministre Fukuda et conduit les débats avec les dirigeants africains sur bon nombre des questions que

je viens de mentionner. Pour être plus précis, nous avons abordé quatre questions et, sur la base des résultats de nos débats, avons adopté la Déclaration de Yokohama, qui comprenait les messages suivants.

Premièrement, pour renforcer la tendance actuelle de la croissance économique en Afrique et accélérer sa croissance, nous appuierons le travail qui est réalisé pour développer les infrastructures, faciliter le développement des ressources humaines, promouvoir l'agriculture, le commerce et l'investissement.

Deuxièmement, nous devons continuer à aider les pays africains en matière de développement communautaire, d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement, dans le but d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Troisièmement, nous appuierons les efforts déployés par l'Afrique afin de consolider la paix, condition préalable indispensable à la croissance économique, et afin d'encourager la bonne gouvernance, en allouant aux pauvres les bénéfices engrangés grâce à la croissance. Quatrièmement, nous apporterons notre soutien aux pays africains dans leurs efforts pour faire face aux problèmes liés à l'environnement et aux changements climatiques, afin de promouvoir une croissance économique durable.

En tant que président du Groupe des Huit, le Japon a veillé à ce que les délibérations du Sommet du G-8 qui s'est tenu en juillet à Hokkaido Toyako reflètent les conclusions de la TICAD IV. Dans la déclaration que les dirigeants ont faite lors du Sommet de Hokkaido Toyako, le G-8 a fait part des mesures spécifiques qu'il prendrait pour appuyer les nations d'Afrique, en centrant son action sur la santé, l'eau et l'hygiène, ainsi que l'éducation. Pour sa part, le Japon a annoncé, à la TICAD IV, les mesures qu'il prendrait pour soutenir l'Afrique, notamment le doublement de l'aide publique au développement fournie aux pays africains d'ici à 2012, et la fourniture d'une aide qui leur permettrait d'attirer deux fois plus d'investissements privés dans le même espace de temps.

Permettez-moi de dire quelques mots de la nouvelle idée à laquelle nous sommes parvenus à la TICAD IV. Lors de la conférence, un certain nombre de pays africains ont fait valoir que, bien que la communauté internationale ait pris de nombreux engagements, leur suivi laisse à désirer. Pour y remédier, nous avons formulé le Plan d'action de Yokohama, qui fait la synthèse des mesures que les pays se sont engagés à prendre, et annoncé

l'établissement du Mécanisme de suivi de Yokohama, qui devrait produire des rapports réguliers sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces mesures et veiller à ce qu'elles soient examinées et évaluées au niveau ministériel. Le Japon entend tirer parti de ce mécanisme pour mettre en œuvre la fourniture de son aide à l'Afrique.

Ce mois-ci, le Japon s'est immédiatement acquitté de l'un des engagements qu'il avait pris à la TICAD IV en déployant en Afrique des missions conjointes chargées de promouvoir le commerce et les investissements entre le Japon et les pays africains. Nous avons pour objectif, notamment, d'étudier la manière dont le Japon pourrait fournir un appui par le biais de ses programmes d'aide publique au développement afin de contribuer réellement à la promotion du commerce et de l'investissement pour accélérer la croissance des nations africaines. Le Japon est également déterminé à s'acquitter régulièrement de ses engagements en matière de santé, d'eau et d'hygiène, d'éducation et d'alimentation, dans le but d'atteindre les OMD.

Enfin, je voudrais aborder les deux concepts les plus importants qui, à mon sens, doivent orienter l'action de la communauté internationale dans le domaine du développement en Afrique. Je veux parler de la maîtrise de son propre développement par l'Afrique et du partenariat entre ce continent et la communauté internationale, idées solidaires que le Japon souligne depuis longtemps et s'efforce de concrétiser.

Qu'elle soit fournie par les pays donateurs ou par des organisations internationales, l'aide des partenaires de développement doit correspondre aux besoins réels des pays africains. Pour que tel soit le cas, il est nécessaire qu'un dialogue s'instaure. Dans le même temps, si l'on veut que l'aide que les partenaires fournissent soit efficace, il est essentiel que l'Afrique elle aussi déploie des efforts. Les pays africains doivent mobiliser la volonté politique afin de relever les défis que sont la formulation de politiques solides en matière économique, de développement et de réduction de la pauvreté, la consolidation de la paix et la mise en place d'une bonne gouvernance. Le Japon, qui ne perd jamais de vue les objectifs ultimes que sont la prise en main par les intéressés et l'établissement de partenariats, est disposé à coopérer avec chaque pays et organisation représentés ici aujourd'hui pour faire du XXI^e siècle le siècle de la croissance africaine.

Pour terminer, je voudrais dire que j'espère très sincèrement que les débats de la séance de haut niveau d'aujourd'hui porteront des fruits et seront constructifs.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant au Représentant permanent d'Antigua-et-Barbuda et Président du Groupe des 77, S. E. M. John Ashe.

M. Ashe (Antigua-et-Barbuda) (*parle en anglais*) : Je me félicite de cette occasion de prendre la parole au nom de mon Premier Ministre, M. Winston Baldwin Spencer, Président du Groupe des 77 pour 2008. C'est pour moi un honneur et un privilège de m'exprimer à ce titre devant l'Assemblée générale au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Le Groupe attache une grande importance à cette séance de haut niveau en plénière sur le thème « Les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise en œuvre des différents engagements, défis et perspectives ».

Les besoins en développement et les défis auxquels est confronté le continent africain sont bien connus, profondément enracinés et d'importance critique. La communauté internationale a centré son attention sur ces besoins et ces défis à l'occasion de nombreux sommets et conférences tenus au niveau international, notamment la Conférence du Millénaire, la Conférence internationale sur le financement du développement, le Sommet mondial sur le développement durable et le Sommet mondial de 2005. Par ailleurs, nombreuses sont les initiatives multilatérales ou bilatérales qui ont été prises pour aider l'Afrique. L'Afrique elle-même a lancé de nombreuses initiatives en faveur de son développement.

Nous avons reconnu qu'en matière de développement, pour satisfaire aux besoins de l'Afrique et relever ses défis, une action interne est nécessaire, tout comme une coopération internationale substantielle, sans oublier une aide sous forme de ressources et de technologie, et un environnement international favorable. Nous nous sommes engagés, par des déclarations, des résolutions, des plans d'action, à épauler l'Afrique dans sa lutte pour satisfaire à ces besoins et trouver des solutions à ses problèmes.

Le rapport complet que le Secrétaire général a élaboré en vue de cette séance de haut niveau (A/63/130), ainsi que les recommandations du Groupe de pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique, ont permis de mettre clairement en lumière la chose

suivante : s'ils sont pleinement remplis, les engagements internationaux existants pourraient aider les pays d'Afrique à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et jeter les bases d'une solide croissance économique sur tout le continent. L'objet de cette séance de haut niveau – ou plutôt son leitmotiv – doit par conséquent être la concrétisation de ces engagements. Nous devrions tous nous poser la question suivante : de quelle manière concrétisons-nous nos engagements en Afrique?

Les pays africains ont énormément travaillé à faire évoluer l'image de leur continent, mobiliser des ressources internes, attirer les capitaux privés et améliorer la responsabilité et la gouvernance démocratique. Selon le Fonds monétaire international, certains pays africain ont augmenté leur revenu intérieur, proportionnellement à leur produit intérieur brut, de 6,9 % entre 1996 et 2006. Ils se sont engagés à atteindre des cibles minimales en matière de dépenses publiques dans les secteurs clefs, notamment l'agriculture. Ils se sont montrés extrêmement dynamique au cours des dernières années et mettent actuellement en place des stratégies et des programmes ambitieux pour développer et impliquer leur secteur privé.

La question que nous ne pouvons que nous poser est de savoir si la communauté internationale s'est, elle, acquittée de ses engagements. Plus important, avons-nous apporté l'aide promise dans les domaines suivants : aide publique au développement (APD) de l'Afrique – la promesse de Gleneagles était à elle seule d'augmenter l'APD versée à l'Afrique de 25 milliards de dollars par an d'ici à 2010; allègement de la dette pour tous les pays africains très endettés; et création d'un environnement commercial international qui soit accueillant aux exportations agricoles africaines comme le coton? Avons-nous modifié le régime des droits de propriété intellectuelle pour permettre l'accès favorable nécessaire aux technologies vitales, comme cela a été fait s'agissant des médicaments critiques pour le VIH/sida?

Avons-nous atténué la concentration des gaz à effet de serre, réduisant ainsi les problèmes posés par les changements climatiques, tels que les sécheresses et les inondations, ou appuyé les efforts d'adaptation des pays africains, en particulier dans l'agriculture? Avons-nous repensé et simplifié nos processus de fourniture de l'aide pour les rendre plus favorables au renforcement des institutions et des capacités en Afrique et plus efficaces, moins coûteux et moins

exigeants au regard des ressources politiques, techniques et administratives limitées des États africains? Avons-nous accru la souplesse et la prévisibilité de notre assistance, de façon à encourager et faciliter la planification à plus long terme par les États africains? Surtout, dans nos politique et pratique d'aide et d'appui, nous sommes nous éloignés de la fourniture périodique d'un poisson à l'Afrique, comme on dit, pour aider le continent à réapprendre comment pêcher dans le grand étang africain?

Si la réponse à toutes ces questions ou à la plupart d'entre elles est négative – et le Groupe des 77 soupçonne que tel est le cas – alors la nature de nos conclusions, les décisions de la présente séance de haut niveau et, en fait, notre déclaration seront claires.

L'analyse que font le Groupe des 77 et la Chine de notre projet de déclaration et du processus y menant suggère que nous n'avons pas encore totalement saisi l'exigence de célérité, de certitude et de globalité dans notre réponse aux besoins de développement de l'Afrique. Nous espérons que d'ici à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, un mécanisme fort aura été mis en place pour contrôler nos engagements, de telle sorte que nous puissions aider l'Afrique à progresser sur la voie de son développement et à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à la résolution 3208 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 11 octobre 1974, je donne la parole à S. E. M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne.

M. Barroso (Commission européenne) : Je remercie le Secrétaire général Ban Ki-moon pour cette initiative et pour son rapport (A/63/130). Au nom de la Commission européenne, je tiens à appuyer tous les efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'année 2008 ne doit pas seulement laisser le souvenir d'une année de nouveaux engagements de la communauté internationale à l'égard du monde en développement; l'année 2008 doit rester aussi comme le moment où nous avons convenu de tenir plus concrètement et plus rapidement nos promesses dans un nouvel esprit de partenariat.

Comme le Président Sarkozy vient de le dire très clairement en tant que Président du Conseil européen, l'Union européenne est un acteur mondial particulièrement engagé en faveur de tous les pays en développement. L'Union européenne accorde 60 % de

l'aide internationale. Notre relation avec l'Afrique est unique. Nous sommes liés par l'histoire, par la géographie, par le commerce, par nos langues. En adoptant la Stratégie commune Afrique-Union européenne en décembre 2007, à Lisbonne, nous avons ouvert un nouveau chapitre de notre relation. Ce chapitre tient compte des nouvelles réalités économiques, politiques et sociales. Mais il a aussi pour vocation d'aller au-delà des domaines classiques de développement pour embrasser les questions mondiales – autrement dit, les défis d'aujourd'hui.

Je voudrais évoquer très brièvement trois de ces grands défis : le prix des denrées alimentaires, le changement climatique, et la sécurité énergétique.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Premièrement, s'agissant de la hausse des prix alimentaires dans le monde, il est nécessaire d'agir pour soutenir l'agriculture dans les pays en développement afin de permettre aux fermiers africains de cultiver davantage de produits alimentaires pour les Africains. Nous sommes déjà intervenus avec des mesures à court terme, à hauteur de 550 millions d'euros supplémentaires en 2008, et avec encore 250 millions d'euros à venir en 2009. À présent, la Commission européenne a proposé un nouveau fonds d'aide alimentaire d'un montant de 1 milliard d'euros, afin de promouvoir la production agricole en améliorant l'accès des fermiers pauvres aux intrants tels que les fertilisants et les semences. Cela s'inscrit complètement dans la ligne des objectifs de l'Afrique en matière de développement de l'agriculture, et j'espère que le fonds fera bientôt l'objet d'un accord au sein de l'Union européenne.

Deuxièmement, les changements climatiques frappent plus fort les pays les plus pauvres du monde avec des sécheresses graves, la désertification, des pénuries d'eau et d'autres catastrophes naturelles. Ils menacent de compromettre les taux de croissance prometteurs de l'Afrique, qui s'établissent à 6 %, et pourraient faire courir un grand danger à la paix et à la sécurité. Les conférences à venir de Poznan (Pologne), fin 2008, et de Copenhague (Danemark), en 2009, doivent être pour nous l'occasion d'édifier un nouveau consensus international.

Pour cela, il sera essentiel que l'Europe et l'Afrique collaborent très étroitement dans les mois à venir pour développer un partenariat fort, basé en particulier sur l'adaptation – question clef pour l'Afrique. C'est en ayant cela à l'esprit que la

Commission a lancé l'Alliance mondiale sur les changements climatiques entre l'Union européenne, d'une part, et les pays en développement pauvres et vulnérables, d'autre part.

Un autre aspect de notre partenariat concerne la lutte contre la déforestation, qui est une préoccupation majeure en Afrique. Nous devons empêcher l'exploitation illégale des forêts ombrophiles et favoriser la gestion durable des forêts. Le partenariat pour les forêts établi dans le bassin du Congo en est un parfait exemple.

Le troisième domaine que j'ai mentionné est l'énergie, où nous devons chercher à promouvoir ensemble un avenir viable. Il nous faut assurer la sécurité énergétique pour les deux continents, de meilleures interconnexions à la fois entre l'Afrique et l'Europe et à l'intérieur de chacun des deux continents, ainsi qu'une gestion et un usage améliorés des revenus du pétrole et du gaz. Enfin, nous devons coopérer étroitement pour remédier aux problèmes indissociables que sont la pauvreté, la déforestation et les changements climatiques. Toutes ces questions seront abordées dans le cadre du partenariat énergétique Afrique-Union européenne lancé l'an dernier.

Pour terminer, je voudrais insister sur un point. Je suis fier du bilan de l'Union européenne en ce qui concerne sa collaboration avec l'Afrique dans la mission cruciale du développement. La Commission fait tout ce qui est en son pouvoir afin d'aider à atteindre les OMD. Mais la réalité est que l'Afrique est en train de se relever, elle améliore ses taux de croissance en utilisant plus efficacement ses riches ressources naturelles et renforce la bonne gouvernance. Quand, en Europe, nous disons que nous voulons être les partenaires de l'Afrique, cela signifie que nous continuerons d'assumer nos responsabilités, mais l'avenir de l'Afrique doit, en fin de compte, être entre des mains africaines. Cela nous impose de travailler ensemble plus étroitement pour affronter les problèmes mondiaux qui ne connaissent pas de frontières, mais j'ai bon espoir que nous le ferons désormais dans un véritable esprit de partenariat.

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à la résolution 2011 (XX) de l'Assemblée générale, en date de 11 octobre 1965, et à la décision 56/475 du 15 août 2002, je donne la parole à S. E. M. Jean Ping, Président de la Commission de

l'Union africaine et ancien Président de l'Assemblée générale.

M. Ping (Union africaine) : En ce jour nôtre, en ce jour de communion de toutes les nations autour du continent, je fais miens les sages propos du Président en exercice de l'Union africaine, S. E. M. Jakaya Kikwete, et je ne reviendrai pas sur les importantes questions qu'il a soulevées. Je m'associe aussi à tous ceux qui, avant moi, ont salué la présente initiative du Secrétaire général.

Loin d'être une réunion de trop, celle d'aujourd'hui nous offre une excellente plate-forme de mobilisation, d'échange et de partage. L'Afrique, berceau de l'humanité, mérite à juste titre l'attention de la communauté internationale, ce d'autant plus qu'elle a souffert des injustices de l'histoire et continue à en subir les séquelles. Notre vécu nous a cependant enrichis en expérience et en maturité et nous a légué un patrimoine de valeurs inestimables. Dès lors, la sagesse nous guide à apprécier les valeurs ajoutées nées des contacts fructueux avec d'autres civilisations et de la coopération internationale. Dès lors, notre légitime devoir est de faire du partenariat pour le développement un paramètre déterminant dans notre quête de paix, de concorde et de mieux-vivre.

Nous voulons faire du continent africain un continent comme tous les autres; un continent à l'abri de la peur, et un continent à l'abri du besoin. Point n'est besoin de réitérer ici les engagements pris depuis des décennies dans différents forums et sanctionnés par nombre d'instruments internationaux. Les besoins de développement de l'Afrique sont connus et reconnus, qu'il s'agisse de la lutte contre les fléaux sociaux tels que la pandémie du VIH/sida, le paludisme, la tuberculose; de la lutte contre la pauvreté; ou qu'il s'agisse de la sécurité alimentaire, de la faim, du développement de l'agriculture et de l'industrie, du financement du développement, de l'intégration régionale et sous-régionale. Je le répète à nouveau, le Président Kikwete a mentionné toutes ces questions. Aujourd'hui, nous convenons à l'unisson : l'heure est à la mise en œuvre.

Au-delà de tous les discours, nous avons besoin d'échéances fermes. Nous avons besoin d'engagements de financements conséquents. Nous avons besoin de partenariats tangibles. Nous avons besoin de stratégies innovantes. Nous avons besoin d'acteurs efficaces sur le chantier du développement. Nous avons besoin de réalisations. Et nous avons surtout besoin de

confiance : confiance en l'Union africaine, en son leadership en Afrique, en ses engagements et en ses acteurs. Nous avons aussi besoin de faire confiance en nos partenaires, plus particulièrement aux Nations Unies, dont nous sommes fiers d'être les chevilles ouvrières.

C'est à nous Africains qu'incombe au premier chef le développement de l'Afrique. Conduire à terme l'agenda pour l'Afrique est avant tout notre mandat, et nous entendons en assumer pleinement la responsabilité. C'est justement cet esprit d'appropriation qui a guidé nos leaders africains à concevoir le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), une initiative désormais arrimée à l'Union africaine et pour laquelle une stratégie de financement a été définie et des projets concrets identifiés. Le NEPAD, ainsi que son Mécanisme d'évaluation par les pairs, constituent, par essence, une affirmation de la volonté de l'Afrique de prendre en main son destin.

Des progrès ont été enregistrés mais le plus important reste à faire : la mise en œuvre effective des engagements, la concrétisation des décisions, l'évaluation des acquis. Le moteur de cette initiative novatrice à l'échelle continentale repose sur deux courroies de transmission : la volonté politique et le financement. Il convient de rappeler que dans le cadre du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine par les Nations Unies, lancé en novembre 2006, l'accent est mis sur la mobilisation des ressources et la coordination des interventions des agences des Nations Unies en Afrique. À l'heure où nous prônons la cohérence des systèmes, à l'heure où nous entamons la marche vers l'intégration, le choix est à l'harmonisation des décisions et des initiatives, au partage des compétences, à la rationalisation des moyens.

Nous savons tous que la stabilité politique du continent facilitera la mobilisation des ressources que requiert notre lutte inlassable contre la pauvreté. Nous savons tous que paix et sécurité riment avec développement durable. L'Union africaine n'a pas tardé à prendre les devants en mettant sur pied sa structure de paix et de sécurité. L'Union africaine s'est résolument engagée dans les opérations de maintien de la paix en Afrique. L'Union africaine a mis l'accent sur la prévention des conflits à travers ses différents instruments et mécanismes. Enfin, nous mettons actuellement en place notre structure de

développement, répondant ainsi aux besoins et aux attentes de nos populations.

Dans tous les cas, la paix, la sécurité, et le développement de l'Afrique nécessitent une coopération internationale renforcée. Pour notre part, nous ne pouvons que nous réjouir des propositions concrètes faites par le Secrétaire général de l'ONU dans son rapport intitulé « Les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise œuvre des divers engagements, défis et perspectives » du 15 juillet 2008 (A/63/130). Nous saisissons aussi cette occasion pour saluer la stratégie conjointe et le plan d'action convenus avec l'Union européenne en décembre 2007. Nous nous félicitons, par ailleurs, des partenariats stratégiques tissés avec le Japon à travers les Conférences internationales de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), avec la Chine, avec l'Inde, avec la Turquie, avec les pays de l'Amérique du Sud, avec les États-Unis d'Amérique à travers l'*African Growth and Opportunity Act* (loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique) (AGOA), entre autres. Nous exprimons, enfin, notre pleine reconnaissance à tous ceux qui ne cessent de nous soutenir à travers les différents mécanismes bilatéraux et multilatéraux.

En conclusion, à l'heure où la mobilisation générale s'impose face à de nouveaux défis, tels que la crise alimentaire, la crise énergétique, le changement climatique, la fracture numérique, et j'en passe, nous avons besoin d'être solidaires, de transcender nos différences, de faire valoir le dialogue et le partage : partage des responsabilités, partage des compétences et des expériences réussies, partage des bénéfices et, surtout, partage de la satisfaction du devoir accompli, du noble service rendu à nos populations.

Le Président (*parle en espagnol*) : Nous avons entendu le dernier orateur pour cette séance. Je rappelle aux membres que les tables rondes 1 et 2 se tiendront dans la salle du Conseil de tutelle et dans la salle du Conseil économique et social, respectivement, immédiatement après la levée de la présente séance plénière.

Les tables rondes 3 et 4 se tiendront à 15 heures, également dans la salle du Conseil de tutelle et dans la salle du Conseil économique et social, respectivement.

Je rappelle aux membres que les tables rondes sont des séances privées et que seuls les participants inscrits pourront avoir accès aux salles de conférence.

La séance plénière de clôture, qui aura lieu ici, dans la salle de l'Assemblée générale, commencera à 18 h 10 afin que nous puissions nous prononcer sur le projet de résolution A/63/L.1 intitulé « Déclaration

politique sur les besoins de développement de l'Afrique ».

La séance est levée à 10 h 50.